



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

personnel

Question au Gouvernement n° 4303

Texte de la question

MANIFESTATIONS POLICIÈRES

M. le président. La parole est à M. Pierre Morel-A-L'Huissier, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Monsieur le Premier ministre, le 13 novembre 2013, à l'appel du syndicat Alliance, 5 000 policiers avaient manifesté. Il y a trois ans.

Un an plus tard, le 13 novembre 2014, 8 500 policiers ont défilé à Paris pour « dénoncer leurs conditions de travail et le mal-être dans la police ». Il y a deux ans.

En octobre 2015, une autre manifestation a été organisée, dont l'événement déclencheur a été la fusillade au cours de laquelle un policier de la brigade anti-criminalité a été grièvement blessé. L'auteur des coups de feu était un détenu en fuite qui n'avait pas réintégré sa prison après une autorisation de sortie. Il y a simplement un an.

Un député du groupe Les Républicains. Merci Taubira !

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Enfin, en juin 2016, lors d'une cérémonie d'hommage au couple de policiers assassinés à Magnanville, un policier a refusé de serrer la main au Président de la République. Vous devez vous en souvenir personnellement, vous y étiez. Il y a simplement cinq mois.

Si je reprends ces différents événements, c'est pour vous faire comprendre que les manifestations actuelles sont l'expression d'un mal qui couve depuis plusieurs années.

Les policiers sont exaspérés et fatigués, ils sont asphyxiés par les procédures et les réponses pénales ne sont plus adaptées. Des voyous sont en liberté. Il y a aussi une violence accrue et le sentiment que les délinquants n'ont plus peur de leur police. Certains dénoncent le fait qu'ils ne sont plus que deux et non trois dans les véhicules de service. D'autres parlent de zones de non-droit dans certains quartiers, de réseaux connus et non démantelés.

Plus que d'avoir des revendications catégorielles, ce sont les conditions mêmes de l'exercice de leur métier qu'ils dénoncent, et nous ne pouvons qu'y être sensibles vu leur dévouement, et je pense aussi aux pompiers, aux policiers municipaux et aux gendarmes.

Aujourd'hui, c'est au tour du Président de la République de recevoir les représentants des policiers. Ma question est simple : allez-vous enfin les entendre ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Je le redis vraiment avec beaucoup de sincérité et de gravité, monsieur le député, si, comme c'est votre cas, et je vous connais personnellement, on respecte les policiers, on leur doit la vérité. Je sais qu'il y a des échéances électorales, et elles nous concernent tous, mais on ne peut pas affirmer question après question devant la représentation nationale qu'il y aurait eu une espèce d'âge d'or, à l'occasion duquel, vous le savez, un grand nombre d'emplois ont été supprimés (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains*),...

M. Christian Jacob. Qu'avez-vous fait depuis ? Cela fait quatre ans et demi que vous êtes là !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...et une espèce d'incapacité de ce gouvernement à répondre aux questions qui sont posées.

Pour bien connaître les policiers, comme le Premier ministre, qui a été ministre de l'intérieur, je sais qu'ils attendent de nous, parce qu'ils sont en souffrance, de la dignité, de la vérité et non des outrances et des vociférations. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Au cours des derniers jours, un certain nombre de candidats aux primaires sont allés dans des commissariats.

M. Christian Jacob. Occupe-toi de ton job !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. L'un d'eux, député de l'Eure (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*), M. Bruno Le Maire, a indiqué qu'on avait supprimé 13 000 emplois sous M. Fillon et M. Sarkozy et qu'il le regrettait. M. Juppé a regretté la même chose en expliquant qu'on avait eu grand tort de le faire. Sur ce sujet, il faudrait donc être moins dans la confrontation, moins dans l'antagonisme et davantage dans le respect.

M. Christian Jacob. Il faudrait aussi qu'il y ait un ministre à Beauvau !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Nous avons créé près de 9 000 emplois, nous avons augmenté de 15 % les moyens de la police.

M. Christian Jacob. Petit prétentieux !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Tout à l'heure, autour du Président de la République, après avoir écouté longuement les organisations syndicales, nous allons annoncer un ensemble de mesures qui s'inscrivent dans la continuité de ce que nous avons déjà fait et qui sont destinées à apporter des réponses précises sur autant de sujets différents que la légitime défense, l'anonymisation des policiers ou les matériels supplémentaires dont ils ont besoin.

J'appelle donc à ce que, sur ce sujet comme sur d'autres, nous soyons dans la dignité et dans la vérité. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

Circonscription : Lozère (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4303

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 octobre 2016](#)